

## SOUVENIRS DE METZ SOUS L'ANNEXION HITLERIENNE

A l'occasion de ce 40<sup>e</sup> anniversaire de la Libération de Metz, je vais évoquer des souvenirs de ce qu'a été ma vie et celle de mes parents, comme celle de la plupart des habitants de la région messine, entre juin 1940 et la fin de la guerre.

Il s'agit de faits vécus et connus qui nous paraissent aujourd'hui bien simples mais qui, à l'époque, n'étaient pas si faciles et demandaient du caractère sinon un certain courage. Car, si l'on ne peut toujours parler de résistance à l'occupant, il y eut sans conteste une opposition sourde, profonde, constante animant la très grande partie de la population autochtone restée sur place qui refusait de se laisser endoctriner et assimiler comme nos maîtres d'alors voulaient l'imposer dès le départ et même l'avaient projeté bien avant l'invasion.

Situer les personnes est nécessaire pour mieux faire comprendre les contraintes et les souffrances ressenties par chacune d'elles selon sa propre sensibilité.

En ce qui me concerne, je suis issue de très anciennes et authentiques familles lorraines pour qui l'appartenance à la France est une réalité profondément ancrée depuis des générations, je pourrai dire faisant viscéralement et génétiquement partie d'elles-mêmes, ce qui, par ailleurs, ne les aveuglait pas sur les insuffisances ou les erreurs commises par la mère-patrie, ce dont elles éprouvaient davantage de regrets et de peine.

Un oncle maternel d'emblée réfractaire au service militaire allemand, puis officier de réserve français, tomba à la tête de ses hommes dans les combats d'Argonne au mois d'octobre 1914. Sa mère n'en fit-elle pas don deux fois à la France ? Par la mort glorieuse de ce fils et, auparavant, par sa naissance puisque ma grand-mère, dont c'était le neuvième enfant, sentant venir les douleurs de l'enfantement, et suivant son intuition, partit de sa maison de Gorze pour gagner seule et à travers bois le village d'Arnaville afin d'y mettre son enfant au monde « pour qu'il naisse français ».

Mon père qui avait pu échapper au service militaire allemand grâce à une année d'études techniques supérieures en Saxe, faisant suite à celles précédemment accomplies en France, s'empessa bien de ne pas répondre, selon la condition imposée, à l'obligation de rejoindre l'armée allemande en temps de guerre. Déserteur allemand, puis engagé volontaire français dès août 1914, il fut fier de servir dans les Zouaves puis de participer ensuite aux combats du front de Saint-Mihiel. En 1940, il avait atteint la soixantaine ce qui lui valut l'indifférence de l'occupant et de pouvoir rester à Metz jusqu'à la fin de la guerre alors que, dès le début des expulsions, nous pensions être parmi les premiers chassés et que nos bagages furent toujours prêts pendant toutes ces années. Mon

père ne fut pas le seul dans ce cas, d'autres engagés volontaires comme lui, bénéficieront de l'incohérence avec laquelle, bien souvent, furent établies les listes d'expulsés.

Ainsi préparés et «façonnés», si je puis dire, par une longue hérédité de patriotisme, mes parents conservaient et me rappelaient le souvenir de leur jeunesse vécue sous la première annexion allemande, contraignante mais relativement tolérante. Néanmoins, l'état de déserteur de mon père nous fit vivre avec crainte le recul et la défaite de nos armées en juin 1940 et la nécessité de faire front à la cohabitation forcée et redoutée qui s'ensuivit. Celle-ci allait se poursuivre durant plus de quatre années d'une nouvelle annexion, totale, écrasante et d'une toute autre nature que la première. Animés, dès le début, de l'instinct qu'elle ne serait pas définitive, nos espoirs se trouvant confortés et allant grandissant à mesure que le temps amenait le recul progressif des forces hitlériennes - nous nous imposâmes de «tenir» au maximum et de ne pas laisser la place tant que l'on ne nous en chasserait pas.

On peut penser quel fut notre raidissement intérieur et extérieur, ce dernier se manifestant par le refus de notre part envers l'occupant de tout contact autre que celui nécessité par les actes administratifs. Cette détermination nous valut de ne mettre les pieds ni au cinéma, ni au théâtre, café et autres lieux publics - fermeture de nos volets les jours de «fête» qui étaient pour nous le deuil ou pour la venue de personnages importants. Nous pûmes la respecter jusqu'au bout - n'ayant de relation qu'avec quelques parents et connaissances dont nous étions sûrs, restés comme nous. Bref, une sorte de semi-réclusion volontaire.

## **LES PRISONNIERS DE GUERRE FRANÇAIS**

Très tôt après notre retour à Metz, le 1<sup>er</sup> août 1940 - mes parents et moi-même avons quitté la ville, début juin, pour nous mettre en sécurité, croyions-nous, dans un village situé aux confins de la Meurthe-et-Moselle et des Vosges où nous fûmes surpris par les troupes nazies - nous allions nous trouver face au problème des prisonniers de guerre français. Au centre même de la ville certains étaient rassemblés, notamment dans l'Arsenal Ney. En passant, c'était une joie pour nous de retrouver des nôtres, aux visages combien plus avenants et plus sympathiques que les «têtes carrées» auxquelles il faudrait nous habituer. Tristesse aussi de voir nos compatriotes vaincus derrière les barreaux des fenêtres à travers lesquels nous pouvions échanger quelques propos, passer un pain, des cigarettes, prendre une lettre pour la poster, bref, les encourager tant que leur gardien ne réapparaissait pas pour mettre un terme à cette sympathie. Ces prisonniers ne restèrent pas longtemps, ils furent dispersés dans des *Stalags* et des *Oflags* plus ou moins lointains.

Assez vite, on entendit parler de passages de prisonniers évadés d'Allemagne pour qui Metz devint une plaque tournante. Des réseaux

de passeurs s'organisèrent discrètement et clandestinement. Celui de Sœur Hélène fut l'un des plus actifs et des plus importants. Beaucoup à Metz s'en souviennent encore.

A côté de ces réseaux organisés, il y eut des personnes agissant en isolées, sur les bras desquelles, si je puis m'exprimer ainsi, tombait un ou plusieurs évadés au moment le plus inattendu. Il fallait, après les avoir recueillis et remis en état de poursuivre leur route, leur trouver les possibilités de passage vers la frontière et la France.

Je me souviens comme d'hier d'un dimanche matin de septembre 1941, m'appêtant à partir à la messe, un coup de sonnette me fait donner l'ouvre-porte. Je vois, montant l'escalier, trois hommes inconnus, jeunes, en civil, dont l'un me demande timidement en français s'ils étaient bien chez monsieur untel, me disant qu'il venait d'un *Oflag* où un de ses camarades lui avait donné notre adresse. A mon affirmation, son soulagement paraissait grand. J'ai d'abord cru à une libération normale mais, à sa réponse et à son air un peu confus, j'ai vite compris. Mon père, survenu à mon appel, les fit entrer, leur assura l'accueil jusqu'à ce que soit trouvé le moyen de leur passage. Cependant, il leur imposa comme seule condition de ne se montrer ni aux fenêtres, ni aux balcons de l'appartement. En effet, notre entourage de quartier était composé de Lorrains tranquilles et sûrs que nous connaissions bien, à l'exception de la maison qui nous faisait directement face, dont les occupants israélites n'étaient pas revenus en 1940, et qui était occupée par un ménage de jeunes nazis par qui nous nous sentions surveillés. Du même côté que nous, la deuxième maison faisant suite à la nôtre abritait un général de l'armée hitlérienne avec sentinelle et guérite sur le trottoir. La prudence s'imposait donc.

Après avoir fait baigner nos pensionnaires, maman et moi eûmes à soigner leurs pieds et les blessures produites par plusieurs dizaines de kilomètres de marche effectuée sous bois ou en dehors des routes. Ils purent se restaurer et reprendre force et espoirs durant les trois jours que nous mîmes à préparer leur départ (c'était notre première expérience de ce genre) et nous eûmes la chance de trouver, par amie interposée, la personne plus très jeune et parlant mal le français qui, de nuit, leur fit traverser les bois et la frontière dans la région de Moyeuve - Jœuf. Par la suite, nous sûmes qu'ils avaient traversé la zone occupée puis gagné la zone libre.

L'année suivante, nous en ramenions deux à la maison. Nous les avons trouvés, avec d'autres, dans un magasin du centre ville, aujourd'hui disparu, dont le gérant et les employés, tous Lorrains comme nous, recevaient chaque jour la visite de mon père ou la mienne pour un échange de nouvelles, d'appréciation sur les événements. Nous les ramenâmes à la maison et deux jours après, je me revois les conduisant à la gare, après leur avoir fait quitter la maison l'un après l'autre, à distance derrière moi, passant devant la guérite et la sentinelle,

suivis de mon père. Dans le hall de départ nous en retrouvions d'autres, ils étaient ainsi huit au total. Mon père, précautionneux, les munit de pièces de pfennig afin de jouer l'empressement à remplir les troncs présentés par des hommes en uniforme de je ne sais plus quel NSKK ou autre, selon les quêtes sur la voie publique faites régulièrement en hiver pour la Croix Rouge ou pour le *Winterhilfswerk*. Le quêteur s'approchant du groupe sembla tout heureux d'entendre les «Ja Ja» et les «sehr gut» chaleureux répondant aux phrases convaincues de mon père, le seul parlant allemand et qui se réjouit hautement auprès du quêteur du bon résultat de sa quête. Pas un instant le nazi content et berné, ne pensa que ce groupe n'était rien moins qu'en règle et s'apprêtait à jouer la belle... en ce qui concernait les jeunes et que mon père n'était pas, lui non plus, dans une situation bien régulière. Pendant ce temps, la passeuse arrivait dans le hall où nous avions rendez-vous et, marchant à proximité, repérait silencieusement le groupe dont elle allait avoir la charge. Celui-ci, après qu'on lui eût discrètement montré la personne à suivre, lui emboîtait le pas pour passer au contrôle départ de billets. Tout s'était passé par un rapide échange de regards, mais combien lourd de conséquences.

Là encore, le passage de ces prisonniers se termina bien. Ce qui ne fut pas toujours le cas pour tous les évadés ayant transité par Metz où, très souvent, ils se croyaient arrivés au port et au terme de leurs épreuves, sains et saufs, alors que le plus difficile était encore à faire.

Nous étions soulagés, et pour eux et pour nous, lorsque plus ou moins longtemps après, nous recevions l'avis («le colis est en bon état») que nous leur avions demandé de nous envoyer chez des amis à Nancy dont le mari, à la SNCF, nous faisait passer le message par des collègues, ce qui n'était pas chose facile et, plus encore, très dangereux en cas de découverte.

Nombreux, sans doute, ont été ceux que j'appellerai les «hôtes d'évadés» (le terme de passeur s'appliquant à ceux qui les menaient effectivement de l'autre côté de la frontière), agissant en isolés. Une discrétion prudente leur fit taire leur action et ce n'est, bien souvent, que longtemps après la guerre qu'on apprit que tel ou telle avait répondu sans hésitation et en toute connaissance de cause à l'appel et à l'attente de ceux qui, en toute confiance, s'adressaient à eux pour recouvrer leur liberté.

## **FACE AUX HITLÉRIENS**

Dès août 1940 commencèrent les *expulsions* massives vers la France des populations des villes et des campagnes, parfois par villages entiers. Des amis, des parents (une soixantaine pour notre famille) subirent ce sort. J'étais présente à l'une d'elles et j'ai vu les soldats, fusil à l'épaule, envahissant la maison, surveillant les préparatifs d'un départ prévu dans les deux heures, au dernier moment l'eau jetée sur le feu de la cuisinière

pour l'éteindre, symbole de la mort d'un foyer qui, vaille que vaille, mais avec beaucoup de courage, allait se reconstituer dans un des départements d'accueil du Sud-Ouest. Pour le reconstruire, beaucoup de travail devrait s'ajouter aux 2.000 F et 50 kg de bagages par personne autorisés au départ, constituant la seule et maigre richesse de ceux qui avaient tout laissé et tout perdu en Lorraine.

Deux ans plus tard, de passage sur le Pont de Fer, j'assistais, révoltée, au départ cette fois pour l'Allemagne et ses régions de l'Est, de malheureux munis de quelques pauvres baluchons, parqués et gardés militairement sur les quais de la gare de Devant-les-Ponts et dont le crime était de vouloir conserver leur appartenance au pays qui les avait vu naître, ou dont les enfants revendiquaient cette même appartenance.

Ces mesures faisaient partie de la germanisation immédiate, brutale et totale, imposée dès leur arrivée par les nazis afin de créer avec notre département et ceux d'Alsace une région annexée au grand *Reich*. A cet effet, nombreuses ont été les *vexations, contraintes et interdictions* imposées très vite à tous : rues débaptisées, leurs plaques enlevées et remplacées par d'autres dont les lettres gothiques au graphisme agressif signalaient la désignation nouvelle appartenant à une autre culture, monuments enlevés, d'autres profanés par l'amputation de ce qu'ils pouvaient représenter d'appartenance à la France; en même temps, ce furent la défense de parler français, l'obligation d'apprendre l'allemand pour ceux qui l'ignoraient et qui, coûte que coûte, devaient utiliser cette langue, ce qui dans mon cas posait problème. Ne connaissant que l'allemand grammatical mais ne le parlant pas faute de pratique et de vocabulaire, je mettais plusieurs jours à apprendre et à répéter, en les écorchant, les phrases indispensables pour demander un bon, faire une démarche, etc... auprès de tel ou tel service (aujourd'hui encore, mes connaissances ne vont guère plus loin). En vertu de ces principes eut lieu la germanisation des toponymes, amenant, bien entendu, une ridicule confusion. Cette même mesure pour les patronymes lorrains ne fut pas, heureusement, menée à sa fin. Obligation du salut hitlérien comme signe de politesse, que mes parents et moi-même n'avons pas accompli une seule fois. Le port du béret basque était bien entendu strictement défendu : passer outre valait d'être interpellé, battu même, par n'importe quel quidam inconnu favorable au régime, prison et torture pouvaient en être le résultat. Il y eut les poses d'affichés insultantes, raillant le jeune Français gouailleur, coiffé du fameux béret, mains dans les poches, cigarette au coin des lèvres, affiches nous invitant par la même occasion à nous «régénérer» dans la stricte discipline nazie.

Puis vinrent les *inscriptions obligatoires* dans les diverses formations nazies : *Hitlerjugend* pour les jeunes d'âge scolaire soumis aux tentatives de perversions politiques et morales - BDM (*Bund Deutscher Mädel*) - *Arbeitsdienst* pour les adolescents filles et garçons - *Volksgemeinschaft* -

et, pour terminer, l'enrôlement de force dans la *Wehrmacht* au mépris du droit international.

Hommes et femmes étaient soumis au *travail obligatoire* et à la possession d'un *Arbeitsbuch*. J'ai pu déjouer cette mesure en me faisant inscrire comme employée dans une affaire dans laquelle je payais charges et impôts pour un salaire fictif et en ayant, à la maison, livres, documents et matériel justifiant mon emploi en cas de contrôle, toujours possible.

La *correspondance* avec la France occupée était, bien entendu, interdite à l'exception, peut-être, du courrier d'affaires; elle ne fut permise que la dernière année après demande faite à la police et délivrance par celle-ci d'une carte de contrôle à présenter au guichet postal pour être tamponnée.

La correspondance avec les prisonniers de guerre en Allemagne se faisait dans les conditions prévues par la Convention de Genève. Cependant, durant une année, il me fut interdit de l'utiliser. Ma réclamation, adressée par la Croix Rouge allemande à la Commission d'Armistice de Wiesbaden, me permit de reprendre cette correspondance après que j'aie dû donner à la police les motifs de ce courrier.

Les voyages hors de Moselle et d'Alsace n'étaient autorisés que vers le *Reich*. Inutile de songer à aller à Nancy ou plus loin sans motif sérieux d'affaires, de commerce à ravitailler en produits dont les occupants étaient grands amateurs et que leur pays depuis longtemps ne pouvait plus leur procurer et dont ils avaient perdu le souvenir... Ces déplacements ne pouvaient se faire qu'à condition d'obtenir un visa, accordé sous réserve de faire la preuve, non seulement du motif mais encore de n'être pas d'origine juive, parents, grands-parents et arrière-grands-parents compris. Ces recherches prenaient un long temps, les archives ayant été déménagées par précaution dès le début de la guerre.

La *religion* dont le secours spirituel n'était pas négligeable, fut violemment attaquée. De très nombreux prêtres ayant été expulsés, ceux qui restaient essayèrent d'assurer au mieux leur ministère, ceci au prix de nombreuses difficultés et railleries. Par là même, ils réconfortèrent les populations en proie aux tracasseries multiples et dont la croyance dans les valeurs morales et la victoire du bien sur le mal se trouvait renforcée.

Dans toute cette misère, s'il y eut quelques Lorrains pas très sûrs et même des traîtres, peu nombreux, *l'esprit d'entraide* prévalut et fut d'un grand réconfort. Il se manifesta de façon héroïque parfois et avec le plus grand danger, tels ceux qui acceptaient de faire passer des prisonniers évadés, du courrier, de cacher les hommes fuyant *l'Arbeitsdienst*, l'enrôlement obligatoire dans la *Wehrmacht*. Pour notre part, nous essayâmes de mettre cet esprit en pratique, même sur une très modeste échelle et notamment vis-à-vis d'amis de longue date qui

attendaient d'être expulsés (le mari descendant d'une famille messine qui avait quitté Metz en 1871 pour Nancy et le ménage étant venu se réinstaller en 1919 dans notre ville où il résidait depuis lors). Malgré notre propre situation elle-même incertaine, nous risquâmes, d'un commun accord, de mettre une partie de leurs biens mobiliers à l'abri dans la maison que nous partagions avec nos propriétaires, lorrains sûrs et âgés dont nous pensions qu'ils auraient plus de chance de n'être pas inquiétés.

Les belles nuits du mois d'août, au ciel scintillant d'étoiles, éclairé par la Voie Lactée et le feu d'artifice d'étoiles filantes, nous virent transformés en déménageurs clandestins de meubles, de literie, livres, objets précieux, bijoux, etc... que nous eûmes la chance de pouvoir faire passer, par la suite, à leurs propriétaires expulsés entre-temps à Lyon, avec l'aide de fonctionnaires de la Banque de France et de cheminots qui avaient encore affaire en notre ville avant de la quitter et de céder définitivement leur place à leurs remplaçants allemands.

J'ajoute, qu'entre ces deux phases, en raison de nos propres craintes, mon père alla enterrer à la campagne les plus précieux et les plus facilement enfouissables de ces objets et qu'il lui fallut ensuite les déterrer pour les confier aux personnes qui s'étaient chargées de les remettre à leurs propriétaires.

De notre côté, nous pûmes apprécier l'importance de *l'entr'aide morale* que nous trouvâmes auprès de voisins de quartier, connus depuis longtemps et sûrs pour la plupart. Avec eux nous échangeons nouvelles, craintes ou espoirs, interprétant les événements dans le sens, bien souvent, de nous rassurer, bref « nous raccrochant à des toiles d'araignées » selon les termes pleins d'humour d'une de nos voisines. Les prophéties (Sainte Odile, des Papes, Nostradamus, etc.) allaient bon train même si en soi-même on en reconnaissait l'interprétation très approximative et laissée au souhait de chacun.

Le *Blockleiter* imposé pour le quartier selon la nouvelle organisation était notre voisin direct, sa maison accolée à la nôtre. Employé municipal aux hospices civils, il avait été contraint d'accepter ce rôle ingrat qui consistait à stimuler le zèle de ses administrés vers la réalisation de l'idéal nazi. Il sut habilement ne pas nous obliger aux « Diktat » successifs dont les autorités lui firent plusieurs fois rappel : drapeaux à croix gammée aux fenêtres (nous n'en avons jamais eu), inscription dans la *Volksgemeinschaft* et autres formations, etc... Après la libération, c'est sans hésitation que nous ajoutâmes nos signatures à celles des Lorrains du bloc pour confirmer l'opposition au nazisme de ce fonctionnaire et pour l'aide qu'il nous avait apportée, ce qui lui évita une enquête et toute suspicion de la part des autorités françaises.

Durant ces années passées face à l'occupant à plier comme le roseau quand il le fallait en essayant de ne pas rompre, des événements

burlesques apportaient parfois une note ensoleillée dans la grisaille des jours. Il en fut ainsi pour une certaine session de *Luftschutz*. Parmi les obligations diverses, moins grave fut celle de suivre les cours de défense passive, sorte de secourisme adapté à la guerre, pour lesquels je reçus ma convocation. Inutile d'essayer de s'y soustraire.

Les cours avaient lieu en hiver après dîner, une ou deux fois par semaine. S'y retrouvaient des adultes, femmes pour le plus grand nombre, dont plusieurs jeunes filles de Magny, qu'accompagnait le curé de leur paroisse (dont le port de la soutane était un courage sinon presque un défi) afin qu'elles ne rentrent pas seules tard le soir. Un homme portant l'uniforme à croix gammée nous dispensait la théorie; une *Schwester*, habillée de bleu à rayures blanches et du bonnet, nous faisait exécuter les exercices pratiques. A la 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> séance, l'homme à l'uniforme s'interrompit, courroucé, pour nous dire, ou plutôt s'écrier rageusement, que nous semblions inintelligents et, à sa demande : « qui ne comprend pas l'allemand ? », presque toutes les mains se levèrent, ce qui ne calma pas notre homme. Sur proposition du prêtre, il fut décidé que celui-ci traduirait au fur et à mesure, ce qui fut fait pendant une ou deux séances encore. Puis le cours en resta là. Si je n'ai pas eu l'honneur d'obtenir un parchemin authentifié de l'aigle à la croix gammée (dit « coucou »), cela m'a valu ainsi qu'à mes amies, convoquées comme moi, de bien nous divertir au retour de ces cours dans la soirée avancée et le noir des rues non éclairées en agitant les sonnettes des bons Allemands ou de quelques mauvais Lorrains que nous tirions de leur premier sommeil et qui ne trouvaient personne à leur porte alors que nous nous sauvions. Gaminerie s'accordant à nos vingt ans d'alors, mais plus encore, geste de défoulement qui nous valut aussi d'éviter de justesse l'eau lancée d'une fenêtre lorsqu'un deuxième coup de sonnette impératif suivait le premier laissé sans résultat.

Tout ce qui vient d'être évoqué se situe dans une période de *terreurs* diverses, morales et physiques : expulsions, déportations, internements dont, par quel miracle, nous avons été personnellement préservés, mais que nous avons redoutés jusqu'à la libération. Pendant tout ce temps, le seul bruit du freinage ou de l'arrêt d'un véhicule devant notre porte nous laissait inquiets et tremblants, pensant qu'avait sonné pour nous l'heure d'être tirés *manu militari* de notre chez nous pour être expédiés sans égards vers une destination inconnue, sans aucun doute sur ce qui nous y attendrait.

De même nous eûmes connaissance des lieux sinistres sur lesquels la Gestapo régnait en maître et pratiquait la torture et où chacun était susceptible de se retrouver un jour ou l'autre : immeuble n° 14 rue de Verdun, Grand Séminaire, camp de Woippy, Fort de Queuleu, un camp terrible qui, aujourd'hui et grâce à la tenacité d'un de ses anciens déportés, est devenu, en même temps qu'un musée émouvant, un haut lieu de recueillement pour le souvenir de la Résistance.



Je n'oublierai pas les malheureux Russes, Polonais, Ukrainiens, hommes et femmes, déportés dans nos régions pour y travailler sous garde armée, certains occupés au balayage des rues, couverts de haillons, sans chaussures, leurs pieds presque nus, entourés de chiffons, pataugeant dans la neige et la boue glacée des hivers rigoureux, pauvres êtres si pitoyables au regard rempli d'effroi de bête traquée et difficilement soutenable par ceux qui le recevaient et en retour leur adressaient un regard de compréhension et de sympathie, seul témoignage possible de solidarité.

Ce furent aussi les angoisses des bombardements par l'aviation alliée à partir de mai 1944 et, un peu plus tard, les combats pour la libération de Metz, espérés et craints tout à la fois, marquant la marche vers notre délivrance.

## **LA LIBÉRATION**

La longueur et la dureté de l'action militaire nécessaire à la libération de Metz et de sa région laissent entrevoir les conséquences qui ont résulté pour la population : difficulté de la vie quotidienne, souffrances diverses de ceux qui se trouvaient sous ces combats. Nous allons voir comment ils réagirent, ce que mes parents et moi-même, demeurés à Metz dans l'appartement que, sauf les derniers jours de la bataille, nous avons pu occuper, avons vécu, vu, entendu.

Après le débarquement, la percée des armées américaines et leur avance foudroyante, nous vîmes déferler, venant de Normandie, des éléments de l'armée nazie dont la débâcle n'eut rien à envier à la nôtre de 1940.

C'est avec une exaltation tout intérieure, mais le visage prudemment impassible, que nous assistions à ce sauve-qui-peut de troupes camouflées sous les branchages, unités dispersées et se bousculant en désordre, soldats isolés, souris grises désemparées (c'était le personnel féminin auxiliaire de l'armée), civils parmi lesquels des femmes qui, en dépit de la saison estivale portaient plusieurs manteaux l'un sur l'autre, dont de fourrure, fugitifs portant, traînant et tirant avec eux les objets les plus invraisemblables y compris des animaux. Certains utilisaient des véhicules hétéroclites, d'autres marchaient à pied et, exténués, dormaient à même les trottoirs et les pelouses. Etrange spectacle enfin que celui de ce char garé sur le square devant le palais du Gouverneur, dont la tourelle supportait le corps recroquevillé de son servent plongé dans un profond sommeil, insensible au bruit environnant et à l'étonnement des passants dont j'étais. Quel rêve pouvait bien l'habiter ?

Tout ce monde avait perdu sa superbe et l'arrogance dont pendant quatre ans il nous avait écrasés. Bref, pour une belle déroute, ce fut une belle déroute.

Le 31 août au matin, notre stupéfaction fut grande : toute la gent nazie de la région avait disparu, sur ordre supérieur, au cours de la nuit, militaires, administrations, magistrats, civils, même le directeur et les gardiens allemands de la maison d'arrêt. Cette folle nuit dut leur laisser un cuisant souvenir, les obligeant à tout abandonner sur place.

Ainsi, nous nous retrouvions dans un *no man's land* dans lequel, est-ce cette stupéfaction trop grande, nous eûmes la présence d'esprit de garder le contrôle de notre jubilation. Bien nous en prit : deux jours après, c'était le retour de l'armée, des administrations, de quelques civils, un grand nombre de ceux qui avaient fui sentant peut-être la déroute plus ou moins proche préférant rester dans leur pays d'origine.

Ce fut donc le retour de l'armée, notamment de jeunes SS fanatiques, sous le commandement du général Dunkern, la création, fin octobre, d'un *Volkssturm*. Metz ayant été déclaré zone de combats, ce fut aussi la préparation de la défense de la ville occasionnant nos craintes quant à notre avenir : fossés anti-chars en plein centre ville, rues du Palais, de la Tête d'Or, place Saint-Louis, etc... canon installé au boulevard Poincaré, lycée de Jeunes Filles entouré de barbelés et dont les fenêtres avaient été murées, ne laissant le passage que pour le canon d'une arme de tir.

Pendant ce temps, ce fut la rapine et le pillage organisés de toute la ville par des équipes venues spécialement du *Reich* qui, à l'aide de camions, vidaient tout ce qui était possible de l'être : bâtiments publics, installations des administrations, nombreux bâtiments et appartements privés inoccupés, même des aiguillages et des rails de chemin de fer. Des particuliers revinrent d'Allemagne pour y envoyer meubles et contenus des habitations où ils avaient vécu et dont les légitimes propriétaires, non rentrés en 1940, expulsés ou déportés, ne retrouveraient jamais leurs biens. On vit la place de la gare, tel un immense hall de déménagement, envahie de meubles et de colis les plus divers attendant de pouvoir être expédiés vers la *Heimat*. Des récoltes même furent emmenées, notamment dans la vallée de la Seille par des paysans sarrois venus spécialement à cet effet.

Le ravitaillement de la population ne fut plus assuré en raison des évacuations dans le pays messin qui n'eut plus de maraîchers pour le fournir. On fit queue, dès 6 heures du matin, et pendant plusieurs heures pour essayer d'obtenir un mauvais pain.

La chasse aux hommes valides encore présents fut implacable et se poursuivit à l'intérieur même des maisons et avec l'aide de chiens, on dit même dans des clochers et des confessionnaux d'églises. Les hommes étaient réquisitionnés pour aller creuser des tranchées (*schanzen*) autour de la ville. C'était surtout une façon de les tenir en main pour éviter la formation de maquis. Les ordres de réquisitions, se renouvelant plusieurs fois à intervalles rapprochés, furent d'abord collectifs à l'aide

d'affiches apposées aux murs puis, vers la fin, envoyés par convocation individuelle; ceux qui n'y répondraient pas seraient punis puis considérés comme déserteurs.

Beaucoup d'hommes concernés se cachèrent et furent cachés avec mille ingéniosités. Pendant toutes ces semaines, leur subsistance n'étant plus assurée par les cartes de ravitaillement dont le contrôle pouvait les faire découvrir, fut souvent assurée par l'aide de la famille, de voisins, d'amis et de tout Lorrain voulant faire front à l'ennemi. D'autres eurent recours à des subterfuges, aidés par des médecins lorrains qui furent d'un grand secours : certificats de complaisance, pansements impressionnants, hospitalisations et même interventions chirurgicales. Vers la fin, ces «débrouillards» durent se présenter à la contre-visite du médecin allemand chargé de valider ou non les certificats établis par ses confrères lorrains.

Il y eut aussi les dispensés de certaines professions (magistrats, attachés à la défense passive, etc...).

Parmi ceux qui ne purent échapper au *Schanzen*, la minorité, plusieurs dizaines furent tués sur les chantiers par les obus et les bombes qui y tombèrent.

En effet, après l'arrêt des Américains vers Gravelotte, il y eut une accalmie assez courte. Puis peu à peu, les combats reprirent de façon sporadique et ensuite se rapprochèrent, la ville reçut des obus dont certains firent des dégâts et causèrent des morts. De la Croix Saint-Clément un canon américain envoya des projectiles afin d'atteindre la pièce allemande tirant de derrière la gare. Il y aura également des bombardements aériens et des passages d'avions qui occasionnent des alertes de jour et de nuit de plus en plus nombreuses et rapprochées; les habitants des lieux les plus susceptibles d'être visés se réfugient dans les caves de maisons plus éloignées, souvent plusieurs fois par jour et même la nuit. On entendra aussi un bruit bizarre et inhabituel : ce sera le passage d'un V 1.

Les activités militaires provoquent, dès septembre, des évacuations brutales et effectuées dans les délais les plus rapides ne permettant pas de prendre l'indispensable; un certain nombre de localités de la région messine seront touchées : rive gauche de la Moselle, entre le plateau de Gravelotte et la plaine de Thionville. Un peu plus tard, ce seront les faubourgs même de Metz : Longeville, Ban-Saint-Martin, Devant-les-Ponts, Fort-Moselle, quartier Saint-Vincent, quelques îlots de la rive droite (rue de la Garde, place Philippe de Vigneulles, rue de Verdun). Toute la rive gauche de la Moselle, à l'intérieur de la ville, sera interdite d'accès.

Les habitants se terrent ou se sauvent, s'installent dans le centre ville, chez des parents, des amis, dans des logements laissés vides par le

départ des nazis. On se serre, on se tasse comme on peut, on s'entr'aide. D'autres, hélas surpris, seront expédiés en Allemagne d'où ils ne reviendront que la guerre finie.

On a encore l'électricité, on peut écouter la radio de Londres et, lorsque dans les dernières semaines, la bataille de Metz est engagée, on peut entendre, comme je l'ai entendu : «La bataille de Metz a commencé, l'artillerie, accompagnée de l'aviation, pilonne la ville dans un bruit de tonnerre», ce qui nous fait craindre que nos familles et nos amis, en France ou en Allemagne, pour ceux qui auraient pu l'entendre, pensent que nous serons écrasés et ne sortirons pas vivants de cet enfer.

Plus les combats, d'abord sporadiques, se rapprochent et accentuent leur force, plus la pression nazie se fait pesante sur une population dont l'opposition croît d'autant, car elle sent la délivrance proche. Malmenée, brutalisée, bousculée, cette population a toujours, dans son ensemble, conservé un espoir indéfectible dans sa libération, dans la primauté et la victoire du droit sur la force brutale.

C'est à travers ce tohu-bohu et les souffrances accrues des dernières semaines que nous voyons cet espoir se concrétiser. Mais il faudra, auparavant, subir un dernier assaut.

Le dimanche 12 novembre, nous apprenons l'ordre d'évacuation générale de toute la ville. Il neige, il fait froid, le tintement de la Mutte se fait entendre en ajoutant au tragique de la nouvelle et à la détresse qui nous étreint. Le lendemain 13, affichage de l'ordre d'évacuation : celle-ci doit se faire le 14. On se concerta entre amis, entre voisins, chacun est bien décidé à ne pas répondre et à se calfeutrer. On baisse les volets, on aménage les caves pour y vivre lors des combats à venir dont on est maintenant certain. La tenaille américaine se resserre autour de Metz.

Des bruits contradictoires circulent : ordre, contre-ordre d'évacuation. Celle-ci a été imposée par les SS, contre l'avis de la Wehrmacht qui ne souhaite pas être gênée dans ses mouvements par les civils répandus sur les routes. Des médecins messins tiennent conseil et font le maximum pour retarder le plus possible l'évacuation des malades jusqu'à la libération de la ville, qui ne saurait tarder. On apprend que le viaduc de Faily vient de sauter, détruisant la dernière voie conduisant en Allemagne. La ville était maintenant pratiquement encerclée.

Le mardi ou le mercredi de la semaine du 12 au 19 novembre, dans mon quartier, rue Migette, des hommes en uniforme et armés viennent dans les maisons pour en chasser leurs habitants «Rauss !!». Mes parents et moi décidons de quitter la maison dont les caves, peu profondes, ne seront pas très sûres en cas de combats. Couverts de lourds sacs à dos, poussant bicyclette chargée et carriole remplie de nos bagages, nous nous réfugions chez une amie, rue Dupont des Loges.

Nous y passerons ces journées dans une cave gothique en deuxième étage de profondeur, solidement voûtée, avec une trentaine de personnes du quartier ou lui étant étrangères, venues y chercher un abri sûr. C'est là que nous vivrons les derniers moments de la présence nazie, sans eau, sans gaz, sans électricité, entourés, malgré la profondeur, par le bruit du canon dont plusieurs obus tombèrent dans les parages et un sur la maison circonvoisine.

Les hommes présents dans la cave essayèrent d'amorcer l'ancienne pompe à bras se trouvant dans le couloir d'entrée de l'immeuble et alimentée par un puits. Je ne me souviens plus s'ils y parvinrent.

Dans les accalmies, nous remontions. Le samedi matin 18, je me risquai en ville jusqu'à la place de Chambre. Le pont de la Préfecture avait sauté, comme tous les autres, sauf un, et le sol était recouvert de débris de verre et de gravats consécutifs aux explosions. Il y avait des curieux. Le tir du canon reprenant, je me hâtai vers la rue Dupont des Loges, courant de couloir en couloir, de porte en porte où je trouvai un abri à chaque coup.

Dans notre cave, le bruit ininterrompu des combats nous parvenait et parfois nous faisait courber le dos. Le dimanche 19 dans la soirée, un habitant de la maison qui souvent remontait «pour voir d'où vient le vent» disait-il, malgré les protestations de sa femme, redescendait peu après en nous déclarant, tout heureux, qu'il venait de parler à des gamins, lesquels lui avaient montré le chocolat reçu, lui dirent-ils, de soldats américains se trouvant en haut de la rue Taison, des soldats de la Wehrmacht étant encore place d'Armes.

Durant la nuit suivante, les combats se succédèrent. Au matin, nous perçûmes le bruit de hauts-parleurs, l'angoisse nous prit, pensant à un nouvel ordre d'évacuation. Elle fut de courte durée; très vite nous reconnûmes l'usage du français nous annonçant la présence de nos libérateurs et nous demandant de ne pas sortir. Nous ne pûmes résister à l'envie de remonter et de mettre le nez à la porte. Là, nous vîmes les fantassins américains, le fusil prêt à partir, descendant l'un derrière l'autre, le long des murs, les rues Chaplerue et de la Tête d'Or, alors que les soldats allemands, les bras levés ou agitant un mouchoir blanc, étaient faits prisonniers.

Quelques heures plus tard, nous sortions dans la ville. Il y avait des soldats morts, couchés à terre et qui n'avaient pas encore été relevés dont un, face contre terre et, baignant dans une flaque de sang, sous l'arcade du café de la Lune.

Brusquement, l'étau qui s'était progressivement resserré autour de nous pendant ces 54 mois n'existait plus. La contrainte morale constante qui nous faisait regretter de n'avoir pas été chassés, même si notre ravitaillement, à l'exception des trois derniers mois, était moins sévère-

rement restreint qu'en France, allait vite se dissiper. La chape qui nous emprisonnait s'était ouverte, nous avions peine à croire à notre libération, nous vivions un rêve. Nous faisons connaissance avec des uniformes et des casques nouveaux, des chaussures aux semelles souples et silencieuses, heureux contraste avec le lourd martèlement des bottes à clous si souvent entendu; les jeeps et jerrycans éveillaient notre curiosité et nous semblaient un équipement futuriste.

Puis, ce fut la grande liesse des jours suivants, celle de retrouver nos soldats, des Chasseurs, à qui nous apparaissions tout hébétés, nous dirent-ils, tels des êtres sortis d'un autre monde, et qui nous proposaient aussitôt de faire partir du courrier; celle de revoir les personnalités tout de suite présentes aux premières manifestations organisées pour marquer notre retour dans la communauté française et ce, malgré la poursuite des combats, durant deux ou trois jours, dans le quartier Saint-Vincent, les forts encore tenus par l'ennemi qui tiraient et dont le dernier ne se rendrait que vers le 10 décembre.

Oui, notre joie était immense. Tout intérieure et expansive à la fois. Les larmes de reconnaissance, mais aussi de l'humiliation et des craintes si longtemps refoulées, se mêlaient aux sourires et aux démonstrations adressés chaleureusement à nos libérateurs. C'était celle de nous retrouver vivants, fidèles à nous-mêmes dans l'épreuve vécue et surmontée, dans un chez nous où nous n'étions plus les étrangers et les parias. C'était aussi avec la liberté et la dignité rendues, la sécurité retrouvée malgré la précarité des conditions d'existence : couvre-feu de 6 h du soir à 6 h du matin, privation complète d'eau, de gaz, d'électricité qui ne nous seraient rendus progressivement que des semaines plus tard, interdiction pour raisons d'ordre militaire de sortir de la ville afin de laisser les voies de communication libres pour le passage des convois alliés. Les laissez-passer pour la France ne furent, d'abord, délivrés qu'au compte-goutte, pour raisons majeures, par le bureau américain des Civils Affairs et le Cabinet du Maire. Les voyages effectués avec des moyens très précaires constituent une sorte d'expédition à travers des paysages de désolation portant les traces des durs et difficiles combats livrés pour la reconquête de Metz et de sa région.

Pendant ce temps, c'étaient les premières nouvelles envoyées à ceux dont nous étions séparés depuis si longtemps; celles reçues d'eux également. Il y eut aussi la venue inopinée de quelques chefs de famille d'expulsés passant à travers interdictions et contrôles de circulation pour parvenir jusqu'à Metz au prix de mille difficultés et pour constater les dégâts faits dans leurs biens. Après un bref séjour, ils repartirent avant une rentrée ultérieure, définitive cette fois.

A partir de la mi-décembre, revint la grande peur occasionnée par l'offensive Von Rundstedt et le départ des Américains risquant de nous livrer à la vindicte et à la vengeance des nazis. Le cauchemar prit heureusement fin un mois plus tard.

La reprise d'une vie normale ne fut effective que peu avant la capitulation nazie. Si Metz était libérée, la partie nord-est et est du département dut attendre jusqu'en février-mars pour l'être à son tour. Les habitants vécurent tout ce temps dans les caves au prix des plus grandes souffrances et privations.

Pendant ce temps, nous connûmes la longue attente des retours des expulsés, des prisonniers, des déportés. Pour les premiers nommés, impatients de rentrer de suite, les retours furent assez tardifs en raison des destructions subies par notre région, des difficultés de relogement des populations dont certaines durent être installées dans des baraques dont le provisoire se prolongea durant plusieurs années.

Les retours des prisonniers et des déportés marquèrent un temps fort. Ils se firent progressivement en fonction de l'avance des armées alliées en Allemagne et de la libération des camps. La gare centrale de Metz connut alors une activité accrue et inhabituelle, de nombreuses impressions émouvantes et exaltantes y furent ressenties lors des retrouvailles entre ceux qui rentraient et ceux qui les attendaient après une si longue séparation.

Les trains ramenant d'Allemagne prisonniers et déportés libérés faisaient un arrêt en notre gare pour être ravitaillés avant de poursuivre leur voyage. C'est à Metz, première ville française après la frontière, que les honneurs militaires étaient rendus, sur le quai même, à ceux qui avaient tant souffert et dont l'émotion était grande de retrouver la mère-patrie. Le matériel les transportant était plus ou moins confortable, parfois des wagons à bestiaux pour les valides. Mais tous montraient leur joie, quand ils pouvaient l'exprimer. Certains, parmi les déportés, encore vêtus de leur costume à rayures, étaient si faibles que la parole leur faisait défaut et qu'il fallait leur donner la nourriture à la cuillère comme à des bébés.

Cette activité nécessita très tôt l'installation, en gare de Metz, d'un poste de secours et d'accueil, fonctionnant de jour et de nuit, ainsi qu'un hôpital auxiliaire accueillant, dès leur descente du train, ceux dont l'état exigeait des soins immédiats. Plusieurs décès y eurent lieu. Cet équipement sanitaire était placé sous l'autorité du médecin-colonel Robert Wolff. Le service assuré par la Croix Rouge Française, aidée de nombreux bénévoles se relayant 24 heures sur 24 dans cette action éminemment humanitaire et fraternelle. *L'Entr'Aide Française*, des organismes de prisonniers et de déportés prirent très vite une large part au soutien nécessaire pour répondre aux besoins immenses. Tout était à reconstruire. Leur tâche se poursuivit durant de longs mois et même plusieurs années pour certains.

Un long temps aussi sera nécessaire pour qu'à côté des ruines matérielles à relever, s'apaisent et se dissipent les plaies morales dues au bouleversement subi par les populations aux sorts si différemment

douloureux, ceux qui étaient partis, ceux qui étaient restés, créant un certain malaise qu'on ne peut nier et, pour quelques-uns, suspicion et rancœur. Mais il y eut aussi ceux qui ne revinrent pas... parmi eux des «Malgré-nous» dont aujourd'hui encore on est sans nouvelles.

A l'évocation de cette période, on peut dire que Metz et la Lorraine ont bien mérité de la France, par ceux qui ont laissé leur vie, par ceux qui, chassés de chez eux par la déportation, l'expulsion, ont gardé l'espoir de retrouver leur patrie et ont œuvré dans ce but dans leurs régions d'accueil en France ou exilés en Allemagne, par ceux, enfin, qui ayant pu rester, ont maintenu l'idée française, ont souffert et combattu parfois au delà du possible et du supportable pour conserver cette idée envers et contre tout et pour rendre à la France une région certes torturée et meurtrie, spoliée et très abîmée matériellement mais restée intacte dans son âme et dans son attachement.

Elisabeth HANRIOT